

## LE PROCESSUS DE DÉMOCRATISATION SUR UN FOND DE CRISE SOCIALE ET POLITIQUE EN AFRIQUE CENTRALE

par

Gaëtan FELTZ

*Zaire, années 90*. Vol. 1 : Jean-Claude WILLAME, "De la démocratie 'octroyée' à la démocratie 'enrayée' (24 avril 1990 - 22 septembre 1991)", *Les Cahiers du CEDAF-ASDOC*, N° 5/6, 1991, 318 p., index. Vol. 2 : Gauthier de VILLERS, "Zaire 1990-1991 : Faits et dits de la société d'après le regard de la presse", *Les Cahiers du CEDAF-ASDOC*, N° 1-2, 1992, 235 p.

Gauthier de VILLERS, sous la dir. de, "Economie populaire et phénomènes informels au Zaïre et en Afrique", *Les Cahiers du CEDAF - ASDOC*, N° 3-4, 1992, 277 p. Du même auteur : "Le pauvre. Le hors-la-loi. Le métis. La question de l' 'économie informelle' en Afrique", *Les Cahiers du CEDAF - ASDOC*, N° 6, 1992, 88 p.

Jean-Claude WILLAME, "Les manipulations du développement. Ajustement, cogestion et démocratisation au Burundi", *Les Cahiers du CEDAF - ASDOC*, N° 5, 1992, 182 p.

Le Centre d'Etude et de Documentation Africaines (CEDAF) a publié un périodique bimestriel depuis 1970, les *Cahiers du CEDAF-ASDOC*, qui est devenu

depuis 1993 les *Cahiers africains* du Centre Africain, sis au 65 de l'avenue Belliard à Bruxelles.

La série des cinq volumes que nous présentons ici offre un certain intérêt sur les problèmes contemporains du monde africain<sup>1</sup>. L'analyse porte en particulier sur la désagrégation des systèmes politiques, la dégradation économique et sociale que connaissent beaucoup de pays du Sud, le développement d'un palliatif qu'est l'économie informelle. L'étude de cas concerne le Zaïre, mais l'Afrique dans son ensemble est concernée par ces problèmes. Nous avons relevé enfin une analyse extrêmement sévère des "manipulations" des politiques de développement à travers l'exemple du Burundi, dont le processus de transition démocratique est confronté à une nouvelle crise à caractère ethno-politique depuis l'assassinat, le 21 octobre 1993, de son premier président démocratiquement élu.

Les deux premiers volumes se rapportent au Zaïre, en particulier à la situation de crise, à la fois politique, économique et sociale, qu'il connaît. Ils méritent une certaine attention surtout sur le plan documentaire, car ils contiennent des textes politiques et des memorandums, des articles de presse, des interviews de chefs politiques et de l'Eglise catholique, des rapports d'enquête, qui sont chaque fois introduits par un commentaire de situation ou suivis d'une analyse sommaire. C'est en quelque sorte la continuité d'un travail fastidieux qui avait été accompli par le Centre de Recherche et d'Information socio-politiques (CRISP) de Bruxelles et l'Institut National d'Etudes Politiques (INEP) de Kinshasa, dont les résultats furent publiés dans les *Dossiers du CRISP* au cours des années 1960-1968. Une véritable mine d'or de documents sur l'histoire politique du Congo ex-belge et du Zaïre contemporain de 1950 à 1967 : un travail qui n'a pas eu son égal dans les ex-colonies françaises et qui leur fait crucialement défaut.

Le premier volume de *Zaïre, années 90*, porte sur l'évolution politique du Zaïre du 24 avril 1990, date du discours de Mobutu proclamant la naissance de la Troisième république au 20 septembre 1991, début du pillage des principales villes et qui a nécessité une nouvelle intervention étrangère à Kinshasa même. En fait, l'auteur remonte à l'année 1988 pour rechercher les origines immédiates de la crise politique actuelle. Les événements survenus sur le campus universitaire de Lubumbashi les 10-12 mai 1990 sont relatés à travers de nombreux rapports et témoignages (pp. 137-186), où la culpabilité des autorités locales et nationales ne fait l'ombre d'aucun doute. L'évolution du pays vers le multipartisme "intégral"

---

1. A l'attention des enseignants-chercheurs et des étudiants des second et troisième cycles en Histoire, la série presque complète des *Cahiers du CEDAF* devenus les *Cahiers africains* est consultable à la salle de documentation du Département d'Histoire.

et les débuts difficiles de la conférence nationale y sont largement relatés (pp. 187-244). Ce recueil se termine sur l'attitude et les réactions des principaux partenaires internationaux du Zaïre : la Belgique qui fut la première à rompre ses relations de coopération après la tragédie de Lubumbashi, suivie des Etats-Unis mais pour d'autres motifs (le non-paiement de la dette publique vis-à-vis de ce pays) ; quant à la France, son attitude fut pour le moins ambiguë à ses débuts, elle ne réagira qu'après les événements de septembre 1991.

Conclusion de l'auteur : la vie politique zaïroise ressemble à un théâtre en plein air où les gros caïmans de la vieille garde techno-politicienne - toutes tendances confondues - se démasquent au grand jour en s'entredévorant pour essayer de se sauver du marigot asséché ... sous l'oeil serein du maréchal Mobutu. C'est une caricature de l'écrivain zaïrois Ch. Djungu Simba. Ceci n'expliquant pas cela, on se demande toujours pourquoi l'"automne du despotisme" au Zaïre n'en finit pas de s'éterniser<sup>2</sup>.

Dans le second volume de *Zaïre, années 90*, Gauthier de Villers dresse un tableau peu enviable de l'état de délabrement social et économique que connaît la société zaïroise, à travers 64 textes sélectionnés à partir des principaux journaux de l'opposition. Les conditions de vie, la seconde économie et la lutte pour la survie, le phénomène *bindo* à Kinshasa et le mirage des jeux de hasard, les effets d'une économie "spéculative, rentière et prédatrice", l'insécurité dans la vie quotidienne, le désarroi moral et la vision du politique perçue à travers un nouveau Moïse (le non moins fameux Tshisekedi) : tels sont les traits saillants de la situation sociale du Zaïre d'aujourd'hui.

Comme le souligne l'auteur à propos des événements des mois de septembre-octobre 1991, qui ont conduit au pillage des principales villes du pays, son objectif est "d'essayer de montrer comment les événements ont été vus, vécus, interprétés par des acteurs et témoins" (p. 128). C'est ainsi que les mutineries/pillages de septembre-octobre 1991 sont largement rapportés (pp. 128-155) : la menace des Forces Armées Zaïroises mise en pratique le lundi 23 septembre et la tornade qui s'est abattue sur la ville de Kinshasa les 23-24-25 septembre 1991 - les "Trois Malheureuses" selon un analyste du journal *La Conscience*.

Ces deux recueils publiés par le CEDAF ont bien leur importance si l'on veut saisir le contexte de paupérisation croissante que connaissent certains pays du Sud et plus particulièrement le Zaïre.

Les deux volumes dirigés et écrits en partie par Gauthier de Villers concernent l'économie populaire et les phénomènes informels qui se manifestent un

---

2. Allusion au titre de l'ouvrage de Jean-Claude Willame, *L'automne d'un despotisme. Pouvoir, argent et obéissance dans le Zaïre des années quatre-vingt*, Paris, Karthala, 1992, 226 p.

peu partout dans les sociétés du Sud surtout mais aussi dans celles du Nord. Un type d'économie qui se substitue au système économique moderne organisé par l'Etat, soit parce que ce dernier n'est plus à même d'en assurer la continuité, soit parce qu'il est en voie de désintégration. Comme le note de Villers dans son article introductif "Petite économie marchande et phénomènes informels en Afrique" (pp. 1 - 15), l'économie informelle, la petite économie marchande, l'économie non-officielle, sont diverses appellations de structures ou de relations économiques non reconnues officiellement qui ont non seulement pour objectif d'assurer la survie au quotidien des individus (économie de la pauvreté), mais aussi de développer des réseaux économiques gérés par de véritables entrepreneurs, comme ce fut le cas chez les Nande du Nord-Est du Zaïre, si bien décrit par Janet MacGaffey<sup>3</sup>. En général, ces réseaux pour ne pas dire systèmes sont fondés sur des solidarités culturelles d'obédience familiale, clanique et/ou ethnique.

Goran Hyden avait déjà fait ce constat à travers l'expérience socialiste à la tanzanienne d'une dualité de l'économie : celle officielle et celle qu'il dénommait "économie de l'affection", qui ne prédispose pas à développer une véritable économie marchande de type capitaliste ne favorisant en rien le développement<sup>4</sup>. Ne faudrait-il pas plutôt voir dans le recours à l'informel non pas une réaction ou une résistance à l'imposition des modèles économiques de l'Occident, mais bien plus une alternative à trois décennies d'échec du développement. L'économie populaire, ses diverses formes de sociabilité, ses formes culturelles qui l'accompagnent, pourraient ouvrir de nouvelles voies et de nouvelles pratiques du développement.

Dans le volume n° 3-4(1992), les cas d'espèce concernent surtout le Zaïre et la description de certaines structures informelles de survie, telle que celle des Khadafi, les revendeurs "non-officiels" de carburant, à Kisangani (pp. 61-80). Nous avons relevé plusieurs analyses intéressantes : une synthèse de récits de vie de petits entrepreneurs présentée par Muamba Ngalula (pp. 109-136), celle de Benoît Verhaegen qui soulève la question de savoir si la petite économie au Zaïre est "captive ou libérée" des contraintes économiques internationales (pp. 233-239) : ses remarques sur "l'utilité économique du partage de la pauvreté", du plus riche au plus pauvre, sont des plus pertinentes. Celle de Mbwinga Bila concernant les conditions pour l'émergence du marché intérieur de consommation de masse au Zaïre par le truchement de l'économie informelle nous conduit

---

3. Janet MacGaffey, *Entrepreneurs and parasites. The struggle for indigenous capitalism in Zaire*, Cambridge, Cambridge University Press, 1987.

4. Goran Hyden, *Beyond Ujamaa in Tanzania. Underdevelopment and uncaptured peasantry*, London, Heineman, 1980.

cependant à être dubitatif, surtout quand on se trouve devant une situation où l'effondrement de la monnaie, comme c'est le cas au Zaïre, ne permet plus de recourir à un étalon de change nécessaire pour développer un marché de masse, marque évidente d'une élévation du niveau de vie. Que deviennent alors les divers réseaux économiques que constitue l'informel, si ce n'est que des palliatifs permettant de survivre.

Notons enfin les contributions de Serge Latouche sur "la tentation du développement (par) la normalisation de l'informel" (pp. 241-248), celle de Olivier Le Brun sur la problématique des politiques de développement du secteur informel en Afrique (pp. 249-262) et celle de H. Zaouali sur l'inertie du formel et la vitalité de l'"informel" en économie du développement (pp. 263-277). Trois réflexions générales qui reposent sur la problématique de l'informel et de ses fondements socio-culturels, comme sources d'inspiration et voies possibles d'un développement alternatif.

L'analyse faite par Jean-Claude Willame sur les manipulations du développement avec pour terrain d'approche le Burundi est intéressante à plus d'un titre. L'auteur fait état de trois "expérimentations" du développement. Celle de l'ajustement structurel calibré par les instances internationales dans un memorandum datant de 1983-1984 et les engagements pris par le gouvernement burundais dans le cadre du PAS 1 (pp. 64-67), suivie après le coup d'Etat du 3 septembre 1987 de la seconde phase de l'ajustement structurel. Les résultats de la première opération (40 mesures) et ceux de la seconde (90 mesures) avec des conditionnalités draconiennes dans des temps limites (pp. 70-71) ne seront pas à la dimension des espérances à cause d'une part d'un manque de capacité politico-institutionnelle du pays récepteur et d'autre part d'une incohérence dans la mise en oeuvre du PAS. L'auteur présente une évaluation fondée sur "la recherche des grands déséquilibres induits ou confirmés par l'ajustement structurel" (pp. 80-104). Les causes qui peuvent expliquer les limites des PAS ne sont pas inhérentes à la géopolitique du Burundi (enclavement, exigüité du marché intérieur), aux contraintes du PAS (mesures de stabilisation de l'économie), à la chute des cours du café, mais aussi et surtout au manque de dynamisme du secteur privé. Comme le note l'auteur, l'étatisme imprègne fortement les mentalités (p. 100).

La seconde expérimentation se rapporte à l'analyse d'une coopération bilatérale avec la Belgique d'un genre nouveau, celle de la cogestion, impliquant pour tout projet le cheminement suivant : identification des objectifs, instruction-appréciation-exécution des projets (moyens mis en oeuvre), contrôle et évaluation. Cette forme de coopération démarra au Burundi en juin 1990. De nombreux obstacles inhérents aux mentalités et des difficultés pratiques ne permettent pas d'envisager à terme des résultats tangibles.

Enfin, la dernière expérimentation concerne la démocratisation suivant le constat suivant : "l'absence d'institutions démocratiques permettant une vraie participation de la population aux affaires de l'Etat et du pays". Mais comme le note l'auteur, l'appel à l'Etat de droit et la démocratie pluraliste avaient été commandités par les bailleurs de fonds à partir de la fin des années 80 "lorsqu'il fut constaté que les programmes d'ajustement structurel ne donnaient pas les résultats escomptés" (pp. 142-143). Il fallait un renouveau politique selon le rapport de la Banque mondiale et du PNUD de 1989 *De la crise à une croissance durable*. "Les causes profondes de la faiblesse de la performance économique passée sont à rechercher, entre autres, dans la carence des institutions" - d'où furent édictés les credo d'une "bonne gouvernance" (pp. 141-150).

Analysant le système politique burundais sur un fond de violence et d'exclusion depuis l'assassinat du prince Rwagasore peu avant l'indépendance du pays, l'auteur fait remarquer que les conflits et les luttes pour le pouvoir entre Tutsi et Hutu d'une part et entre factions rivales au sein de la même ethnie d'autre part étaient transcendés dans une culture politique, "à la fois homogène et stratifiée" (p. 153) à la fin du XIXe siècle, grâce à un système de gestion qui ne reconnaissait pas le principe d'égalité. Depuis la colonisation et le processus de "démocratisation" amorcé en 1959 tant au Rwanda qu'au Burundi, l'ethnicisation de la société<sup>5</sup> a pris le pas sur la vie politique, le contrôle par le haut de la paysannerie étant l'enjeu de cette nouvelle donne.

Comme le note très bien l'auteur, "les exercices que constituent l'ajustement structurel ou la cogestion, quand bien même ils pousseraient à une plus grande participation populaire, à l'atténuation d'inégalités socio-économiques, ou à de meilleurs aménagements institutionnels, n'ont pas en eux-mêmes des vertus poussant à la démocratisation" (p. 178). Les dérapages successifs, qui ont pour toile de fond les relations ethniques, en seraient une explication. Le dernier en date a eu pour objectif l'assassinat, le 21 octobre 1993, de Melchior Ndadaye, premier président du Burundi élu démocratiquement. Nous en connaissons certaines causes, mais les conséquences dramatiques que ce pays vit aujourd'hui risquent de ternir une nouvelle fois les effets de la relation "pas de développement sans démocratisation", en ce sens que l'introduction du multipartisme dans ce pays est apparue à d'aucuns prématurée.

---

5. La question de l'ethnicisation de la vie politique au Burundi fait l'objet depuis quelques années d'une véritable controverse. Cf. de Jean-Pierre Chrétien, une synthèse de ses travaux et un état de la question dans *Burundi. L'histoire retrouvée*, qui vient de paraître chez Karthala (1993), ainsi que les articles de Filip Reyntjens, dont les deux derniers en date : "Démocratisation et conflits ethniques au Rwanda et au Burundi", in *Liber amicorum Marcel d'Hertefeldt, Cahiers africains (ex-Cahiers du CEDAF)*, n° 4-5, 1993, pp. 209-227 et "The Proof of the Pudding is in the eating : The June 1993 elections in Burundi" (à paraître).